



VIOHALCO SA

**Rapport du commissaire à l'assemblée générale des
actionnaires sur les comptes annuels pour l'exercice
clos le 31 décembre 2019**

20 juillet 2020



**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE
VIOHALCO SA SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2019**

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Viohalco SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires, et annule et remplace notre rapport du 22 avril 2020 afin de prendre en compte le changement d'affectation du résultat comme précisé dans le rapport de gestion et dans les comptes annuels. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 28 mai 2019, conformément à la proposition du conseil d'administration et sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société durant 1 exercice.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 1.121.044 milliers et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR 58.135 milliers.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation – Événement postérieur à la date de clôture de l'exercice

En ce qui concerne la pandémie du COVID 19, nous attirons l'attention sur le point relatif aux événements postérieurs à la date de clôture du rapport de gestion et sur l'annexe VOL 6.19 : Règles d'évaluation des comptes annuels. Le conseil d'administration y émet son avis que, bien que les conséquences de cette pandémie pourraient avoir un impact significatif sur les activités de la Société en 2020, ces conséquences n'ont pas d'effet significatif sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Notre opinion ne comporte pas de réserve concernant ce point.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Point clé de l'audit: Test de perte de valeur sur les participations

Description du point clé de l'audit

Le compte du bilan 280 de Viohalco SA au 31 décembre 2019 inclut des immobilisations financières dans des entreprises liées pour un montant de EUR 1.038.622 milliers.

Nous considérons le test de perte de valeur sur les participations comme étant le plus important à notre audit dans la mesure où la section comptable y-relative représente un montant significatif du total de l'actif. De plus, une telle évaluation de la perte de valeur implique un niveau de jugement important de la part du management, dans le cas d'une quelconque réduction de valeur à caractère permanent, considération faite des résultats futurs et des flux de trésorerie générés des sociétés sous-jacentes.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Pour l'analyse du test de perte de valeur sur les participations, nous avons obtenu l'évaluation du management dans laquelle la valeur de l'actif net ou la valeur d'utilité a été considérée.

En analysant l'évaluation du management relative à la perte de valeur, nous nous sommes concentrés sur la raisonnable et l'impact des hypothèses principales incluant les projections des flux de trésorerie, le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et les prévisions spécifiques à l'entreprise.

En réalisant le travail décrit précédemment, nous avons utilisé nos experts internes de valorisation afin de challenger et partager des données de marché externes pour évaluer la raisonnable des hypothèses utilisées par le management.

De plus, nous avons apprécié si les modèles d'évaluation utilisés ont été appliqués de manière systématique dans le cadre du processus de clôture financière.



Tout en reconnaissant que les projections des flux de trésorerie et l'évaluation de perte de valeur reposent toutes deux de manière inhérente sur le jugement, nous estimons que les hypothèses utilisées par le management, dans l'évaluation du caractère permanent de la réduction de valeur, sont raisonnables.

Responsabilités du conseil d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle le conseil d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations à partir du 1 janvier 2020 et du Code des sociétés jusqu'au 31 décembre 2019 et des statuts de la Société.



Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations à partir du 1 janvier 2020 et du Code des sociétés jusqu'au 31 décembre 2019, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non-financière est incluse dans la section « H. Rapport d'informations non financières » du rapport annuel sur les comptes consolidés. Ce rapport sur les informations non-financières contient les informations requises par l'article 3:6, §4 du Code des sociétés et des associations et concorde avec les comptes annuels pour le même exercice. Pour l'établissement de cette information non-financière, la Société s'est basée sur le « UN's Sustainable Development Goals (SDGs) reporting framework ». Conformément à l'article 3:75, §1, 6° du Code des sociétés et des associations, nous ne nous prononçons toutefois pas sur la question de savoir si cette information non-financière est établie conformément au « UN's Sustainable Development Goals (SDGs) reporting framework » précité .

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1^{er}, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce code et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations à partir du 1 janvier 2020 et du Code des sociétés jusqu'au 31 décembre 2019.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Sint-Stevens-Woluwe, le 20 juillet 2020

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représenté par



Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0534.941.439	P.	U.	D.	C 1

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **VIOHALCO**

Forme juridique: **SA**

Adresse: **Avenue Marnix**

N°: **30**

Code postal: **1000**

Commune: **Bruxelles 1**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Bruxelles, francophone**

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0534.941.439**

DATE **29/02/2016** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** ²

approuvés par l'assemblée générale du **2/09/2020**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **1/01/2019** au **31/12/2019**

Exercice précédent du **1/01/2018** au **31/12/2018**

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **53** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.4, 6.3.5, 6.4.2, 6.5.2, 6.8, 6.14, 6.17, 6.18.2, 6.20, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16

Signataire
(nom et qualité)
Jacques MOULAERT
Vice-Président exécutif

Signataire
(nom et qualité)
Evangelos MOUSTAKAS
CEO

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

Ce compte annuel ne concerne pas une société soumise aux dispositions du nouveau Code des sociétés et associations du 23 mars 2019.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

ZAKOS Margaret

Ontario street 185, boîte 1306, K7L2Y7 Kingston, Canada

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

CHRISTODOULOU Efthimios

Alexandrou Soutsou 19, 10671 Athènes, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

STASSINOPOULOS Nikolaos

Lisière du Golf, Route des Anémones 16, 3963 Crans-Montana, Suisse

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

MOULAERT Jacques

Quartier du Tailleur de Pierre 2, 1380 Lasne, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

MER Francis

Rue Bobierre de Vallière 9, 92310 Bourg-la-Reine, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

MOLOKOTOS Thanasis

Sargent Drive 100, CT06511 New Haven, Etats-Unis d'Amérique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

FAULX Jean-Charles

Avenue de la Grande Boucle 13, 1420 Braine-l'Alleud, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

MOUSTAKAS Evangelos

3ème Septembriou Str. 129, 11251 Athens, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

BEDORET Xavier

Rue Cloqueau 16, 1380 Lasne, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

STASSINOPOULOS Michael

Rue Agamemnonos 8, 15231 Halandri, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

STASSINOPOULOS Ioannis

Rue Karkavitsa 4, 15452 Psihico, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

PWC BEDRIJFSREVISOREN SCRL 0429.501.944

Woluwedal 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00001

Mandat : 28/05/2019- 31/05/2022

Représenté par :

1. Daelman Marc

Woluwedal 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Réviseur d'entreprise, Numéro de membre : A01579

STEINER STASSINOPOULOS Marion

Haglistrasse 8, 6315 Oberageri, Suisse

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

BREEDEN Kay

LaBranch street 4901, 77004 Houston, Etats-Unis d'Amérique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

TSOLINA Kalliopi

Iras 10, 16672 Vari, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

de LAUNOIT Astrid

avenue des Eglantiers 16, 1180 Uccle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 28/05/2019- 26/05/2020

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **;
- B. L'établissement des comptes annuels **;
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20	287.004,99	566.057,87
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	<u>1.092.035.634,15</u>	<u>1.041.834.921,51</u>
Immobilisations incorporelles	6.2	21	14.752,12	331.695,50
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	19.248.755,98	80.433.902,28
Terrains et constructions		22	19.070.396,85	79.678.214,07
Installations, machines et outillage		23	76.305,80	95.067,92
Mobilier et matériel roulant		24	102.053,33	241.463,28
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		419.157,01
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28	1.072.772.126,05	961.069.323,73
Entreprises liées	6.15	280/1	1.070.026.078,00	956.848.924,28
Participations		280	1.038.621.720,49	926.756.964,66
Créances		281	31.404.357,51	30.091.959,62
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	2.746.048,05	4.220.399,45
Actions et parts		284	2.603.735,08	4.078.086,48
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	142.312,97	142.312,97

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>28.721.124,99</u>	<u>19.521.830,59</u>
Créances à plus d'un an		29	2.213.628,76	2.213.628,76
Créances commerciales		290		
Autres créances		291	2.213.628,76	2.213.628,76
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	7.744.908,07	8.450.170,91
Créances commerciales		40	4.635.059,51	6.469.980,11
Autres créances		41	3.109.848,56	1.980.190,80
Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6	50/53	10.000.000,00	
Actions propres		50		
Autres placements		51/53	10.000.000,00	
Valeurs disponibles		54/58	7.644.871,36	7.736.349,93
Comptes de régularisation	6.6	490/1	1.117.716,80	1.121.680,99
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	1.121.043.764,13	1.061.922.809,97

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	<u>6.924.888,10</u>	<u>3.347.445,52</u>
Dettes à plus d'un an	6.9	17	194.699,28	131.485,54
Dettes financières		170/4		
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9	194.699,28	131.485,54
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	6.374.298,04	2.961.372,68
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		
Dettes financières		43		
Etablissements de crédit		430/8		
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	2.472.766,22	1.051.444,73
Fournisseurs		440/4	2.472.766,22	1.051.444,73
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	282.430,81	330.225,85
Impôts		450/3	190.369,06	217.388,73
Rémunérations et charges sociales		454/9	92.061,75	112.837,12
Autres dettes		47/48	3.619.101,01	1.579.702,10
Comptes de régularisation	6.9	492/3	355.890,78	254.587,30
TOTAL DU PASSIF		10/49	1.121.043.764,13	1.061.922.809,97

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	13.626.929,57	6.455.927,62
Chiffre d'affaires	6.10	70	5.319.786,88	6.370.820,53
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	220.740,07	85.107,09
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	8.086.402,62	
Coût des ventes et des prestations		60/66A	12.727.283,94	13.762.974,39
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	8.011.034,02	7.550.048,58
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62	1.239.622,99	1.117.968,30
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	2.190.450,67	3.101.800,08
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8		
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	1.286.164,92	1.993.157,43
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	11,34	
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	899.645,63	-7.307.046,77

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	61.101.905,99	2.871.550,45
Produits financiers récurrents		75	13.353.562,08	2.606.027,93
Produits des immobilisations financières		750	13.353.490,40	2.604.549,44
Produits des actifs circulants		751		
Autres produits financiers	6.11	752/9	71,68	1.478,49
Produits financiers non récurrents	6.12	76B	47.748.343,91	265.522,52
Charges financières	6.11	65/66B	3.866.142,43	3.539.602,47
Charges financières récurrentes		65	81.706,22	25.316,91
Charges des dettes		650	74.088,50	20.846,50
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	7.617,72	4.470,41
Charges financières non récurrentes	6.12	66B	3.784.436,21	3.514.285,56
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	58.135.409,19	-7.975.098,79
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77		-33.971,67
Impôts		670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		33.971,67
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	58.135.409,19	-7.941.127,12
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	58.135.409,19	-7.941.127,12

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)	9906	36.285.539,70	-21.849.869,49
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)	(9905)	58.135.409,19	-7.941.127,12
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)	14P	-21.849.869,49	-13.908.742,37
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
sur le capital et les primes d'émission	791		
sur les réserves	792		
Affectations aux capitaux propres	691/2		
au capital et aux primes d'émission	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)	(14)	33.693.642,09	-21.849.869,49
Intervention d'associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/7	2.591.897,61	
Rémunération du capital	694	2.591.897,61	
Administrateurs ou gérants	695		
Employés	696		
Autres allocataires	697		

ANNEXE

ETAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	xxxxxxxxxxxxxxxx	566.057,87
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés	8002		
Amortissements	8003	279.052,88	
Autres(+)/(-)	8004		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	287.004,99	
Dont			
Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	200/2		
Frais de restructuration	204		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	5.168.231,05
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022		
Cessions et désaffectations	8032	1.246.056,83	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	3.922.174,22	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	4.836.535,55
Mutations de l'exercice			
Actés	8072	95.917,48	
Repris	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102	1.025.030,93	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8112		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	3.907.422,10	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	<u>14.752,12</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191P	xxxxxxxxxxxxxxx	125.948.383,76
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8161		
Cessions et désaffectations	8171	106.255.844,63	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8181		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191	19.692.539,13	
Plus-values au terme de l'exercice	8251P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8211		
Acquises de tiers	8221		
Annulées	8231		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8241		
Plus-values au terme de l'exercice	8251		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321P	xxxxxxxxxxxxxxx	46.270.169,69
Mutations de l'exercice			
Actés	8271	1.720.368,54	
Repris	8281	8.064.605,95	
Acquises de tiers	8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8301	39.303.790,00	
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8311		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321	622.142,28	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22)	19.070.396,85	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	625.969,50
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162		
Cessions et désaffectations	8172	452.198,52	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8182	-10.104,67	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	163.666,31	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	530.901,58
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	17.782,65	
Repris	8282		
Acquises de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302	452.198,11	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8312	-9.125,61	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	87.360,51	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	<u>76.305,80</u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	xxxxxxxxxxxxxxx	1.111.278,21
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	15.727,75	
Cessions et désaffectations	8173	148.660,24	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8183	10.104,67	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	988.450,39	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	xxxxxxxxxxxxxxx	869.814,93
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	77.329,12	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303	69.872,60	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8313	9.125,61	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	886.397,06	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(24)	<u>102.053,33</u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196P	xxxxxxxxxxxxxxxx	419.157,01
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8166	385.081,88	
Cessions et désaffectations	8176	804.238,89	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8186		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196		
Plus-values au terme de l'exercice	8256P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8216		
Acquises de tiers	8226		
Annulées	8236		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8246		
Plus-values au terme de l'exercice	8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8276		
Repris	8286		
Acquis de tiers	8296		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8306		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8316		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(27)	_____	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	999.725.139,93
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361	203.781.667,62	
Cessions et retraits	8371	119.274.838,23	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	1.084.231.969,32	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	72.968.175,27
Mutations de l'exercice			
Actées	8471	2.494.125,28	
Reprises	8481	12.660.313,17	
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501	17.191.738,55	
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	45.610.248,83	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>1.038.621.720,49</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	<u>xxxxxxxxxxxxxxx</u>	<u>30.091.959,62</u>
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change(+)/(-)	8621		
Autres(+)/(-)	8631	1.312.397,89	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)	<u>31.404.357,51</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393P	xxxxxxxxxxxxxxxx	9.923.717,52
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8363	168,88	
Cessions et retraits	8373	4.275.349,78	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393	5.648.536,62	
Plus-values au terme de l'exercice	8453P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8413		
Acquises de tiers	8423		
Annulées	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice	8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523P	xxxxxxxxxxxxxxxx	5.845.631,04
Mutations de l'exercice			
Actées	8473		
Reprises	8483		
Acquises de tiers	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8503	2.800.829,50	
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523	3.044.801,54	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(284)	<u>2.603.735,08</u>	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	285/8P	<u>xxxxxxxxxxxxxxxx</u>	<u>142.312,97</u>
Mutations de l'exercice			
Additions	8583		
Remboursements	8593		
Réductions de valeur actées	8603		
Réductions de valeur reprises	8613		
Différences de change(+)/(-)	8623		
Autres(+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(285/8)	<u>142.312,97</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-)
CLUJ INTERNATIONAL TRADE SRL drumul intre tarlale street 42 , boîte 2nd f 014472 Bucharest Roumanie	Actions nominatives	3.600	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	65.380	-10.017
FLOCOS SA Georges Street 20-22 10682 Athens Grèce	Actions nominatives	333.419	93,88	0,00	31/12/2019	EUR	700.101	-361.698
ANAMET SA Nesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	14.659	73,82	24,81	31/12/2019	EUR	11.406.412	-2.183.213
ATTIKI SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	11.150	75,00	0,00	31/12/2019	EUR	857.277	685.593
METALCO SA N. Vaptzarov Blvd.East Park Trade Center 3A 1407 Sofia Bulgarie	Actions nominatives	1.006.920	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	10.011.669	484.814
VITROUVIT SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	213.673	81,34	18,52	31/12/2019	EUR	10.308.046	-419.685
TEKA SYSTEMS SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	655.131	50,01	0,00	31/12/2019	EUR	6.621.918	1.505.731

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-)
ANTIMET SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	112.235	23,04	76,92	31/12/2019	EUR	169.152	85.955
SOVEL SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	338.080	28,33	64,62	31/12/2019	EUR	81.783.049	-9.894.905
ERLIKON SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	5.404	0,82	99,13	31/12/2019	EUR	5.706.327	2.097.079
SIDENOR STEEL INDUSTRY SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Action au porteur	1.094.740	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	15.543.582	-5.663.453
STOMANA SA Voynishko Vastanie St 1 1 0 Pernik Bulgarie	Actions nominatives	669.262	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	67.936.547	-17.273.494
BRIDGNORTH SA Stourbridge Rd 0 WV15 6 Bridgenorth Royaume-Uni	Actions	22.000.000	75,00	0,00	31/12/2019	GBP	96.872.488	3.034.262
VIEXAL SA Himaras 16 151 25 Maroussi Grèce	Actions nominatives	2.310	73,33	24,39	31/12/2019	EUR	516.029	458.948

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-)	
ETEM BULGARIA SA Bul Iliyanski 119A 1220 Sofia Bulgarie	Actions nominatives	65.513.861	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	24.160.186	-4.572.298
ETEM COMMERCIAL SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	17.500	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	-3.578.410	-4.184.579
DIA. VI. PE. THIV SA VIPE Thisvis Viotias 0 32010 Domvraina Grèce	Actions nominatives	55.420	53,01	39,91	31/12/2019	EUR	5.404.742	-236.631
STEELMET ROMANIA SA Drumul Intre Tarlale 42 032982 Boekarest Roumanie	Actions nominatives	1	0,00	95,13	31/12/2019	RON	5.302.838	96.043
INTERNATIONAL TRADE SA Rue du Trône 4 1000 Bruxelles 1 Belgique 0600.964.488	Actions nominatives	183.673	51,52	43,61	31/12/2019	EUR	36.770.645	458.273
AL - AMAR SA Noufleen 0 0 Tripoli Jamahiriya Arabe Libyenne	Actions nominatives	225.000	90,00	0,00	31/12/2018	EUR	3.466.780	0
SOFIA MED SA Dimitar Peshev str. 1528 0 Sofia Bulgarie	Actions nominatives	274.179	10,44	81,89	31/12/2019	EUR	74.569.676	5.466.610

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-)	
CENERGY HOLDINGS SA Avenue Marnix 30 1000 Bruxelles 1 Belgique 0649.991.654	Dématérialisées	107.960.701	56,77	23,01	31/12/2019	EUR	178.869.378	-1.463.999
VIENER SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	95.837	38,00	58,45	31/12/2019	EUR	1.475.423	565.783
ELVALHALCOR S. Etr. MESOGEION 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	343.111.475	91,44	0,00	31/12/2019	EUR	727.426.646	32.916.417
HELLENIC HAL/KI SA MESOGEION 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions	127.261	16,50	30,53	31/12/2017	EUR	302.756	-1.244
NOVAL PROPERTY REIC SA Mesogeion 2-4 11527 Athènes Grèce	Actions nominatives	202.407.062	89,82	10,18	31/12/2019	EUR	203.105.298	-3.033.741

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS			
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	51		
Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Actions et parts – Montant non appelé	8682		
Métaux précieux et œuvres d'art	8683		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53	10.000.000,00	
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686	10.000.000,00	
de plus d'un mois à un an au plus	8687		
de plus d'un an	8688		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		
			Exercice
COMPTES DE RÉGULARISATION			
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important			

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXX	141.893.811,46
(100)	141.893.811,46	

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
 Catégories d'actions

 Actions sans valeur nominale

 Actions nominatives

 Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
	141.893.811,46	259.189.761
8702	XXXXXXXXXXXXXX	3.834
8703	XXXXXXXXXXXXXX	259.185.927

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même

 Montant du capital détenu

 Nombre d'actions correspondantes

Détenues par ses filiales

 Montant du capital détenu

 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion

 Montant des emprunts convertibles en cours

 Montant du capital à souscrire

 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Suite à l'exercice de droits de souscription

 Nombre de droits de souscription en circulation

 Montant du capital à souscrire

 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 et art. 632 §2, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

VIOHALCO SA

Sur base des déclarations de transparence communiquées à la société, les droits de vote détenus par les principaux actionnaires de la société au 31 décembre 2019 sont répartis comme suit :

- 42,81% détenus directement par Evangelos Stassinopoulos ;
- 32,27% détenus directement par Nicolaos Stassinopoulos .

Les dernières déclarations de transparence sont disponibles sur le site web de Viohalco (www.viohalco.com).

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF**VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE****Dettes à plus d'un an échéant dans l'année**

Dettes financières	8801
Emprunts subordonnés	8811
Emprunts obligataires non subordonnés	8821
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831
Etablissements de crédit	8841
Autres emprunts	8851
Dettes commerciales	8861
Fournisseurs	8871
Effets à payer	8881
Acomptes reçus sur commandes	8891
Autres dettes	8901

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (42)

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802
Emprunts subordonnés	8812
Emprunts obligataires non subordonnés	8822
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832
Etablissements de crédit	8842
Autres emprunts	8852
Dettes commerciales	8862
Fournisseurs	8872
Effets à payer	8882
Acomptes reçus sur commandes	8892
Autres dettes	8902

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir 8912

194.699,28

194.699,28

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803
Emprunts subordonnés	8813
Emprunts obligataires non subordonnés	8823
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833
Etablissements de crédit	8843
Autres emprunts	8853
Dettes commerciales	8863
Fournisseurs	8873
Effets à payer	8883
Acomptes reçus sur commandes	8893
Autres emprunts	8903

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir 8913

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES**Impôts** (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

	Codes	Exercice
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	37.758,86
Dettes fiscales estimées	450	129.734,21
Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	92.073,76

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Exercice

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

Codes	Exercice	Exercice précédent
740		
9086	4	4
9087	3,4	3,3
9088	5.670	5.210
620	977.339,25	901.002,51
621	202.420,96	172.844,70
622	34.838,19	32.592,12
623	25.024,59	11.528,97
624		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	635		
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
Actées	9110		
Reprises	9111		
Sur créances commerciales			
Actées	9112		
Reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115		
Utilisations et reprises	9116		
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	1.286.164,92	1.899.871,23
Autres	641/8		93.286,20
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097		
Nombre d'heures effectivement prestées	9098		
Frais pour l'entreprise	617		

RÉSULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125		
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts			
	6501		
Intérêts portés à l'actif			
	6503		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510		
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances			
	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			
Différence de change			1.782,41
Frais de banque Isabel			2.688,00

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76	55.834.746,53	265.522,52
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)	8.086.402,62	
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760	8.064.605,95	
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630	17.659,46	
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8	4.137,21	
Produits financiers non récurrents	(76B)	47.748.343,91	265.522,52
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761	12.660.313,17	265.509,90
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631	34.273.318,92	
Autres produits financiers non récurrents	769	814.711,82	12,62
CHARGES NON RÉCURRENTES	66	3.784.447,55	3.514.285,56
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)	11,34	
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630	11,34	
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690		
Charges financières non récurrentes	(66B)	3.784.436,21	3.514.285,56
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661	2.494.125,28	1.800.729,55
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631	516.295,47	
Autres charges financières non récurrentes	668	774.015,46	1.713.556,01
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691		

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	(280/1)	1.070.026.078,00	956.848.924,28
Participations	(280)	1.038.621.720,49	926.756.964,66
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281	31.404.357,51	30.091.959,62
Créances	9291	7.667.043,95	8.492.630,26
A plus d'un an	9301	2.213.628,76	2.213.628,76
A un an au plus	9311	5.453.415,19	6.279.001,50
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351	1.930.175,29	891.754,83
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371	1.930.175,29	891.754,83
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421	13.212.676,49	2.439.304,08
Produits des actifs circulants	9431		
Autres produits financiers	9441		1.478,49
Charges des dettes	9461		
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	9253		
Participations	9263		
Créances subordonnées	9273		
Autres créances	9283		
Créances	9293		
A plus d'un an	9303		
A un an au plus	9313		
Dettes	9353		
A plus d'un an	9363		
A un an au plus	9373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	9383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9393		
Autres engagements financiers significatifs	9403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	9252		
Participations	9262		
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Néant

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	4.206.507,97
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	162.000,00
95061	
95062	
95063	6.000,00
95081	
95082	110.700,00
95083	

Mentions en application de l'article 134 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion *

~~L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) *~~

~~L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *~~

~~L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable? (article 110 du Code des sociétés)~~

~~L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation *~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

VIOHALCO SA

REGLES D'EVALUATION

Les règles d'évaluations sont établies en conformité avec l'AR du 30 janvier 2001.

1.Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont portés à l'actif et amortis par tranche annuelle de 20%. Dans ce cas, l'amortissement débute le mois au cours duquel ils ont été exposés et est calculé prorata temporis.

Les frais d'émission d'emprunts sont amortis sur la durée de l'emprunt et l'amortissement débute le mois de la prise en compte.

2.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition y compris les frais accessoires, frais de transport et la TVA non déductible.

Les immobilisations dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amorties de façon linéaire. Le taux pratiqué varie entre 10 et 20%. Les amortissements débutent le mois au cours duquel ils ont été exposés et sont calculés prorata temporis.

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durable.

3.Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition ou coût de revient, y compris les frais accessoires et la T.V.A. non déductible.

Les frais d'entretien et de grosses réparations sont pris en charge par l'exercice. Ils ne seront constitutifs d'immobilisés que dans les cas estimés exceptionnels par le Conseil d'Administration.

Pour les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, les amortissements débutent le mois au cours duquel ils ont été exposés et sont calculés prorata temporis, y compris les frais accessoires. Aucun amortissement n'est pratiqué durant l'année de la cession.

Les taux annuels suivants sont appliqués:

- Terrains : non amortis
- Bâtiments et constructions : 3 % à 4%
- Installations et aménagements : 10 %
- Mobilier : 10% à 20 %
- Matériel informatique, bureautique et logiciels : 10% à 20 %
- Matériel roulant : 10% à 25 %
- Autre matériel : 10% à 20 %

Aucun amortissement n'est pratiqué sur les immobilisations en cours ou sur les acomptes versés.

4.Immobilisations financières

Chaque participation et autre titre de portefeuille est comptabilisé à son prix d'acquisition, non compris les frais accessoires qui sont quant à eux pris en résultat, et compte tenu des éventuelles corrections de valeur y afférentes.

A la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle de chaque participation et autre titre de portefeuille est effectuée par la direction et ensuite soumise au Conseil d'Administration pour approbation afin de déterminer s'il existe une moins-value durable par rapport à la valeur d'acquisition.

Cette évaluation est basée sur les principes suivants:

"Pour les participations dans les entreprises liées, la valeur estimée prend en compte les prévisions de performance financière à partir des budgets et business plans préparés par le management de ces entreprises (Discounted Cash Flows). Toutefois, le Conseil d'Administration peut également prendre en considération d'autres éléments tels que la valeur boursière des sociétés cotées, des multiples de valorisation de sociétés cotées comparables ou la valeur patrimoniale de la société (telle que définie ci-dessous).

"Pour les autres titres de portefeuille, la valeur estimée prend en compte la valorisation au dernier cours de bourse de l'exercice pour les sociétés cotées et la valeur patrimoniale des sociétés, c'est à dire leur actif net comptable corrigé des plus et moins-values latentes estimées de manière objective et prudente et jugées durables, dans la mesure où ces informations sont disponibles, pour les sociétés non-cotées.

Les moins-values durables font l'objet de réductions de valeur. Si à l'avenir, les circonstances justifiant ces moins-values ne sont plus d'application de manière durable, les réductions de valeur y relatives sont alors annulées.

La méthode d'évaluation utilisée est employée systématiquement d'exercice à exercice.

Chaque participation ou autre titre de portefeuille peut être réévaluée, notamment si la plus-value a un caractère durable, en portant la plus-value directement au bilan.

5.Créances à plus d'un an et à un an au plus

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des réductions de valeur sont actées dans la mesure où il y a une dépréciation durable.

6.Placements de trésorerie

Les actions et parts détenues dans d'autres entreprises, avec lesquelles il n'existe pas de lien durable n'ont pas le caractère d'immobilisations financières. Elles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les frais de transactions sont eux pris en charge.

Les titres à revenus fixes sont évalués à leur valeur d'acquisition. L'effet cours est pris en résultat pro rata temporis et de manière linéaire sur la durée restant à courir des titres et est porté, selon le cas, en majoration ou en diminution de la valeur des titres.

A la fin de chaque exercice, la valeur nette comptable de chaque placement est comparée à la valorisation au dernier cours de bourse de l'exercice.

Les moins-values latentes font l'objet de réductions de valeur. Si à l'avenir, les circonstances justifiant ces moins-values ne sont plus d'application, les réductions de valeur y relatives sont alors annulées.

7.Provisions pour risques et charges

Le Conseil d'Administration procède chaque année à un examen complet des provisions antérieurement constituées ou à constituer en

RÈGLES D'ÉVALUATION

couverture des risques et charges auxquels l'entreprise est soumise et procède aux ajustements nécessaires.

8. Actifs et passifs libellés en devises

Les opérations en devises sont enregistrées en contre-valeur euros à la date de l'opération. Chaque participation dont l'acquisition a donné lieu à une opération en devise est reprise à sa valeur historique d'acquisition en euros. Les autres avoirs et/ou engagements monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change moyen du dernier jour de l'exercice.

9. Ecart de fusion (Goodwill/Badwill)

Si la valeur comptable des actions détenues dans la comptabilité de la société absorbante est supérieure à la quote-part que ces actions représentent dans les capitaux propres de l'absorbée, la différence est imputée autant que possible, aux éléments de l'actif qui ont une valeur supérieure à la valeur comptable ou aux éléments du passif qui ont une valeur inférieure à leur valeur comptable.

Si, après avoir effectué les imputations, une différence subsiste, elle est soit portée à l'actif au titre de goodwill, soit prise en charge par la société absorbante en autres charges exceptionnelles.

Si la valeur comptable des actions détenues dans la comptabilité de la société absorbante est inférieure à la quote-part que ces actions représentent dans les capitaux propres de l'absorbée, il convient d'examiner si certains actifs ne sont pas surévalués ou certains passifs sous-évalués et de procéder aux ajustements nécessaires et si après avoir effectué ces ajustements, une différence subsiste, elle est portée au compte de résultats de la société absorbante, en autres produits exceptionnels.

10. Covid19 début 2020, événement postérieur à la clôture et continuité d'activité

Au début de 2020, en raison de l'épidémie mondiale de coronavirus (Covid-19), des changements sont intervenus dans l'offre et la demande mondiales, y compris en Grèce et dans d'autres pays où les filiales de Viohalco opèrent. La propagation du Covid-19 est un événement postérieur à la clôture du 31 décembre 2019 ne donnant pas lieu à un ajustement.

Même si l'épidémie de Covid-19 en Grèce a été considérablement atténuée, elle continue de progresser et d'évoluer, ce qui rend difficile la prévision de l'ampleur et de la durée de son impact commercial et économique, ainsi que l'éventail des résultats potentiels pour l'économie mondiale. Les sociétés de Viohalco ont activé des mécanismes de protection de leurs ressources humaines et de leurs partenaires, conformément aux directives des autorités sanitaires, tout en surveillant en permanence l'évolution de la situation et en évaluant les conséquences sur leurs activités. Dans le même temps, les gouvernements des pays dans lesquels nous opérons ont mis en place des mesures d'aide gouvernementales qui ont atténué l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur nos résultats et nos liquidités. Les sociétés Viohalco ont demandé cette aide gouvernementale dans la mesure où elle était nécessaire, afin de protéger sa situation financière.

La propagation du Covid-19 a affecté à la fois les résultats commerciaux et financiers de l'année 2020, mais l'ampleur de l'impact dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels les plus importants concernent les restrictions gouvernementales, la durée de ces restrictions et les contraintes logistiques lors d'une potentielle deuxième vague du virus, durant la deuxième partie de 2020.

Les performances du segment Aluminium ont montré certaines pressions en raison du ralentissement de l'industrie automobile. Une grande partie de la pression a été compensée par l'augmentation dans les industries de l'emballage, des produits pharmaceutiques et des boîtes de conserve. Toutefois, les opérations restent sans entrave et la stratégie à long terme inchangée. En ce qui concerne le segment Cuivre, la production et les activités n'ont pas connu de perturbations et les perspectives restent positives pour le reste de l'année. Dans le domaine des projets énergétiques, les segments Câbles et Tubes d'acier n'ont pas connu d'impact significatif. L'arriéré existant et la nature des projets attribués garantissent une utilisation satisfaisante de la capacité. L'activité des produits liés au secteur de la construction a été confrontée à certains défis qui devraient se résorber après le troisième trimestre 2020.

La pandémie Covid-19 et la perturbation de la production industrielle qu'elle a entraînée ont déjà eu un impact sur le segment Acier. Cette situation fait suite à une période difficile pour l'industrie en 2019, lorsqu'elle a dû lutter contre les droits de douane et a connu les premiers signes d'un ralentissement de la demande. Actuellement, les sociétés du segment Acier s'efforcent de renforcer encore leur avantage concurrentiel en ajustant leurs coûts d'exploitation de base.

L'activité immobilière a été relancée en termes d'opérations dans le secteur de la vente au détail, en espérant des perspectives positives pour le reste de l'année, après l'arrêt de deux mois et la mise en place de rabais sur les loyers mensuels imposés par le gouvernement grec.

En avril 2020, dans le contexte de la publication des états financiers, la Direction a réalisé un " test de résistance " sur tous les segments, afin d'évaluer l'impact potentiel sur la liquidité et la rentabilité des sociétés de Viohalco. Cette évaluation a porté sur ce que la Direction estime être tous les risques potentiels que nos segments pourraient rencontrer. Les risques ont été abordés dans le cadre des piliers suivants :

- o Protection de la main-d'œuvre et continuité de la production
- o Continuité de la chaîne d'approvisionnement
- o Liquidité
- o Continuité des ventes et des commandes des clients
- o Dépenses d'investissement

Viohalco a réalisé plusieurs "test de résistance" pour tous les segments. Le scénario rigoureux qui considérerait une forte baisse du volume des ventes pendant une période prolongée pouvant aller jusqu'à 3 mois et une baisse plus faible des ventes, par la suite, jusqu'à la fin de 2020. De plus, l'impact sur le DSO, les stocks, le fonds de roulement et les investissements ont été pris en compte. La maîtrise des coûts a également été prise en considération dans les activités de production, le cas échéant. L'objectif de ce scénario était de tester les besoins en liquidités et d'estimer les bénéfices dans des conditions très tendues. Les résultats du test que les sociétés ont effectué ont montré que les segments Cuivre, Aluminium, Câbles, Tubes d'acier et Immobilier peuvent résister au scénario, révélant un certain degré de tolérance en maintenant et en générant des liquidités adéquates même en cas de rentabilité réduite. En ce qui concerne le secteur de l'acier, notre " test de résistance " a révélé que les liquidités étaient suffisantes pour répondre aux besoins en fonds de roulement et aux remboursements bancaires, mais qu'il y avait également un risque de non-respect de certaines clauses des prêts bancaires. Selon les termes des contrats de prêt, les filiales du secteur de l'acier doivent respecter certaines conditions (y compris les engagements financiers), et cette conformité est testée sur une base annuelle pour la majorité des prêts. La Direction a examiné les mesures qui doivent être prises pour atténuer le risque lié à ces manquements potentiels. En conséquence, la Direction s'attend à ce que, en cas de violation de ces engagements, les sociétés demanderont des dérogations pour remédier à ces manquements.

La Direction est convaincue que les dérogations qui pourraient être demandées aux banques en rapport avec le segment Acier seront accordées. Ces engagements, qui pourraient être non respectés, concernent des accords de prêts avec des banques avec lesquelles les filiales de Viohalco coopèrent de manière excellente depuis de nombreuses années et qui ont, par le passé, accordé des dérogations en toutes circonstances (en ce qui concerne les banques grecques, les engagements ne s'appliquaient qu'aux résultats de fin d'année). En outre, sur la base d'annonces officielles récentes, des mesures ont été annoncées concernant leur soutien aux clients existants touchés par les effets du virus Covid-19.

RÈGLES D'ÉVALUATION

Dans le cadre de la proposition aux actionnaires d'approuver la distribution d'un dividende à partir des résultats d'exploitation de l'exercice 2019, la Direction a utilisé les données financières les plus récentes afin d'actualiser l'évaluation d'avril et de s'assurer de sa capacité à distribuer le dividende respectif en raison de l'évolution de Covid-19 sans compromettre sa continuité d'exploitation. Les résultats actualisés de l'évaluation ont confirmé que les filiales de Viohalco peuvent atténuer la baisse de la rentabilité, surmonter les problèmes opérationnels qui pourraient surgir et garantir la disponibilité des matières premières pour un fonctionnement harmonieux au cours des prochains mois. En outre, les liquidités disponibles des filiales de Viohalco, leurs flux de trésorerie d'exploitation et les lignes de crédit inutilisées, fourniront les liquidités nécessaires pour les douze mois suivants.

La Direction conclut que le Covid-19 aura un impact sur la performance de certains segments de Viohalco en 2020, impact qui est absorbable et partiellement compensé par la performance des segments qui n'ont pas été significativement affectés, assurant la viabilité à long terme de la société.

11. Affectation du résultat (bénéfice de l'année en cours)

La réunion du Conseil d'administration du 13 juillet 2020 modifie la décision du Conseil d'administration du 15 avril concernant l'affectation des résultats de l'année. Le Conseil d'administration du 13 juillet 2020 propose de distribuer un dividende brut de 0,01 euro par action, et d'affecter le solde du bénéfice à affecter au report à nouveau.

Le bénéfice à affecter se présente donc comme suit :

-Perte reportée de l'année précédente:	21.850 k €
-Bénéfice de l'année en cours:	58.135 k €
-Bénéfice à affecter au 31 décembre 2019:	36.286 k €

-Bénéfice à distribuer - rémunération du capital	2.592 k €
-Bénéfice reporté au 31 décembre 2019	33.694 k €

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION****VIOHALCO****Rapport de gestion sur les états financiers non consolidés de la Société
pour l'année se terminant le 31 décembre 2019**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 3:6 du Code des Sociétés et des Associations, nous avons l'honneur de vous soumettre pour approbation les comptes annuels non consolidés de la Société, arrêtés au 31 décembre 2019, ainsi que nos constatations y relatives. Par le présent rapport, nous souhaitons également vous rendre compte de notre gestion au cours de cet exercice.

Ce rapport ainsi que les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2019 ont été mis à votre disposition.

1. Vue d'ensemble, résultat et risques de la Société (article 3:6.1* du Code des Sociétés et des Associations)**1.1 Aperçu de l'année 2019**

Bien que les défis furent nombreux en 2019 sur les marchés de la Société, la résilience des opérations et leurs modèles commerciaux diversifiés ont permis de répondre efficacement à ces défis.

Le segment des câbles a livré une performance particulièrement solide. Les segments aluminium et cuivre ont délivré en ligne avec l'année précédente. Les volumes de tubes d'acier ont été affectés par un fort protectionnisme, et le segment de l'acier a été confronté à plusieurs défis tels que le ralentissement de la production industrielle européenne, la baisse des prix de l'acier à l'échelle internationale et l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie.

Dans le secteur immobilier, Noval Property a été officiellement établie en tant que société d'investissement immobilier en octobre 2019 et est devenue ainsi la deuxième plus grande société d'investissement immobilier de Grèce, sur la base de la valeur immobilière. Noval Property dispose d'un portefeuille immobilier moderne et diversifié comprenant 41 propriétés, avec une forte négociabilité et une répartition géographique importante. En 2019, des progrès ont été réalisés sur un certain nombre de développements et plusieurs projets importants ont été achevés.

Dans la deuxième partie de 2019, certaines participations principales dans des sociétés non grecques ont été transférées de la succursale grecque au siège principal de la société.

1.2 Résultats pour l'année 2019

La Société clôture l'exercice avec un bénéfice de 58.135 k €, contre une perte de 7.941 k € en 2018.

Les principales rubriques du compte de résultat non consolidé de la Société peuvent être résumées comme suit:

- Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation, de 13.627 k € pour l'année 2019 contre 6.456 k € pour l'année 2018;
- Charges d'exploitation de 12.727 k € pour l'année 2019, contre 13.763 k € pour l'année 2018;

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

- Résultat financier net de 57.236 k € pour l'année 2019, contre une perte financière nette de 658 k € en 2018. Ce résultat positif provient essentiellement de dividendes encaissés en nette hausse, et de plus-values sur la cession d'immeubles de placements.

1.3 Perspectives

Alors que l'épidémie de Covid-19 continue à progresser et à évoluer, la prévision de l'étendue et de la durée de son impact commercial et économique reste difficile. Les entreprises de Viohalco ont réagi pro-activement en activant des mécanismes et des mesures de protection des ressources humaines et de ses partenaires en conformité avec les autorités sanitaires, tout en surveillant étroitement les développements et en évaluant les implications sur leurs activités.

La propagation du Covid-19 a affecté à la fois les résultats commerciaux et financiers de l'année 2020, mais l'ampleur de l'impact dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels les plus importants concernent les restrictions gouvernementales, la durée de ces restrictions et les contraintes logistiques lors d'une potentielle deuxième vague du virus, durant la deuxième partie de 2020.

Les performances du segment Aluminium ont montré certaines pressions en raison du ralentissement de l'industrie automobile. Une grande partie de la pression a été compensée par l'augmentation dans les industries de l'emballage, des produits pharmaceutiques et des boîtes de conserve. Toutefois, les opérations restent sans entrave et la stratégie à long terme inchangée.

En ce qui concerne le segment Cuivre, la production et les activités n'ont pas connu de perturbations et les perspectives restent positives pour le reste de l'année.

Dans le domaine des projets énergétiques, les segments Câbles et Tubes d'acier n'ont pas connu d'impact significatif. L'arrière existant et la nature des projets assignés garantissent une utilisation satisfaisante de la capacité. L'activité des produits liés au secteur de la construction a été confrontée à certains défis qui devraient se résorber après le troisième trimestre 2020.

La pandémie Covid-19 et la perturbation de la production industrielle qu'elle a entraînée ont déjà eu un impact sur le segment Acier. Cette situation fait suite à une période difficile pour l'industrie en 2019, lorsqu'elle a dû lutter contre les droits de douane et a connu les premiers signes d'un ralentissement de la demande. Actuellement, les sociétés du segment Acier s'efforcent de renforcer encore leur avantage concurrentiel en ajustant leurs coûts d'exploitation de base.

L'activité immobilière a été relancée en termes d'opérations dans le secteur de la vente au détail, escomptant des perspectives positives pour le reste de l'année, après l'arrêt de deux mois et la mise en place de rabais sur les loyers mensuels imposés par le gouvernement grec.

Cependant, les entreprises de Viohalco, dont le modèle commercial est diversifié et la structure organisationnelle solide, continuent de faire preuve de résilience dans cet environnement difficile, assurant ainsi leur croissance durable à long terme.

Alors que les conditions du marché au deuxième semestre 2020 devraient varier selon les segments, l'investissement stratégique dans des produits à plus forte valeur ajoutée dans l'ensemble des entreprises devrait permettre d'améliorer encore le portefeuille de produits. Les sociétés de Viohalco restent concentrées sur leur stratégie de croissance à long terme, en renforçant leur position sur le marché grâce à des programmes d'investissement permanents, à l'innovation technologique ainsi qu'à l'amélioration des coûts et de l'efficacité opérationnelle.

1.4 Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'entreprise est confrontée

Le processus de gestion des risques de l'entreprise comprend quatre étapes:

- a) Les risques sont identifiés au moyen d'une revue périodique;

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS**

RAPPORT DE GESTION

- b) il en résulte la rédaction de l'univers des risques, qui est ensuite soumis à une analyse et à une évaluation à la fois quantitative et qualitative, afin de définir le profil de risque actualisé de la Société;
- c) cette liste de risques prioritaires fait ensuite l'objet d'un examen approfondi afin d'assurer une cartographie correcte et à jour de la réponse aux risques applicables, à savoir les structures, politiques, procédures et mécanismes de suivi mis en place par les directions opérationnelles afin de gérer ces risques;
- d) le Comité d'Audit surveille l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la Société et se penche régulièrement sur certains aspects du contrôle interne et de la gestion des risques.

Pour plus d'informations sur les risques auxquels l'entreprise est confrontée, les actionnaires sont invités à se référer à la section sur la gestion des risques dans le rapport annuel relatif aux comptes consolidés.

2. Affectation du résultat (bénéfice de l'année en cours)

La réunion du Conseil d'administration du 13 juillet 2020 modifie la décision du Conseil d'administration du 15 avril concernant l'affectation des résultats de l'année. Le Conseil d'administration du 13 juillet 2020 propose de distribuer un dividende brut de 0,01 euro par action, et d'affecter le solde du bénéfice à affecter au report à nouveau.

Le bénéfice à affecter se présente donc comme suit :

- Part reportée de l'année précédente:	21.850 k €
- Bénéfice de l'année en cours:	58.135 k €
- Bénéfice à affecter au 31 décembre 2019:	36.286 k €
- Bénéfice à distribuer - rémunération du capital	2.592 k €
- Bénéfice reporté au 31 décembre 2019	33.694 k €

3. Informations sur les événements clés survenus après la clôture de l'exercice social (art. 3:6.2 du Code des Sociétés et des Associations)

Au début de 2020, en raison de l'épidémie mondiale de coronavirus (Covid-19), des changements sont intervenus dans l'offre et la demande mondiales, y compris en Grèce et dans d'autres pays où les filiales de Viohalco opèrent. La propagation du Covid-19 est un événement postérieur à la clôture du 31 décembre 2019 ne donnant pas lieu à un ajustement.

Même si l'épidémie de Covid-19 en Grèce a été considérablement atténuée, elle continue de progresser et d'évoluer, ce qui rend difficile la prévision de l'ampleur et de la durée de son impact commercial et économique, ainsi que l'éventail des résultats potentiels pour l'économie mondiale. Les sociétés de Viohalco ont activé des mécanismes de protection de leurs ressources humaines et de leurs partenaires, conformément aux directives des autorités sanitaires, tout en surveillant en permanence l'évolution de la situation et en évaluant les conséquences sur leurs activités. Dans le même temps, les gouvernements des pays dans lesquels nous opérons ont mis en place des mesures d'aide gouvernementales qui ont atténué l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur nos résultats et nos liquidités. Les sociétés Viohalco ont demandé cette aide gouvernementale dans la mesure où elle était nécessaire, afin de protéger sa situation financière.

La propagation du Covid-19 a affecté à la fois les résultats commerciaux et financiers de l'année 2020, mais l'ampleur de l'impact dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels les plus importants concernent les restrictions gouvernementales, la durée de ces restrictions et les contraintes logistiques lors d'une potentielle deuxième vague du virus, durant la deuxième partie de 2020.

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

Les performances du segment Aluminium ont montré certaines pressions en raison du ralentissement de l'industrie automobile. Une grande partie de la pression a été compensée par l'augmentation dans les industries de l'emballage, des produits pharmaceutiques et des boîtes de conserve. Toutefois, les opérations restent sans entrave et la stratégie à long terme inchangée. En ce qui concerne le segment Cuivre, la production et les activités n'ont pas connu de perturbations et les perspectives restent positives pour le reste de l'année. Dans le domaine des projets énergétiques, les segments Câbles et Tubes d'acier n'ont pas connu d'impact significatif. L'arrière existant et la nature des projets attribués garantissent une utilisation satisfaisante de la capacité. L'activité des produits liés au secteur de la construction a été confrontée à certains défis qui devraient se résorber après le troisième trimestre 2020.

La pandémie Covid-19 et la perturbation de la production industrielle qu'elle a entraînée ont déjà eu un impact sur le segment Acier. Cette situation fait suite à une période difficile pour l'industrie en 2019, lorsqu'elle a dû lutter contre les droits de douane et a connu les premiers signes d'un ralentissement de la demande. Actuellement, les sociétés du segment Acier s'efforcent de renforcer encore leur avantage concurrentiel en ajustant leurs coûts d'exploitation de base.

L'activité immobilière a été ralentie en termes d'opérations dans le secteur de la vente au détail, en espérant des perspectives positives pour le reste de l'année, après l'arrêt de deux mois et la mise en place de rabais sur les loyers mensuels imposés par le gouvernement grec.

En avril 2020, dans le contexte de la publication des états financiers, la Direction a réalisé un « test de résistance » sur tous les segments, afin d'évaluer l'impact potentiel sur la liquidité et la rentabilité des sociétés de Vihenco. Cette évaluation a porté sur ce que la Direction estime être tous les risques potentiels que nos segments pourraient rencontrer. Les risques ont été abordés dans le cadre des piliers suivants :

- Protection de la main-d'œuvre et continuité de la production
- Continuité de la chaîne d'approvisionnement
- Liquidité
- Continuité des ventes et des commandes des clients
- Dépenses d'investissement

Vihenco a réalisé plusieurs "test de résistance" pour tous les segments. Le scénario rigoureux qui considérait une forte baisse du volume des ventes pendant une période prolongée pouvant aller jusqu'à 3 mois et une baisse plus faible des ventes, par la suite, jusqu'à la fin de 2020. De plus, l'impact sur le DSO, les stocks, le fonds de roulement et les investissements ont été pris en compte. La maîtrise des coûts a également été prise en considération dans les activités de production, le cas échéant. L'objectif de ce scénario était de tester les besoins en liquidités et d'estimer les bénéfices dans des conditions très tendues. Les résultats du test que les sociétés ont effectué ont montré que les segments Cuivre, Aluminium, Câbles, Tubes d'acier et Immobilier peuvent résister au scénario, révélant un certain degré de tolérance en maintenant et en générant des liquidités adéquates même en cas de rentabilité réduite. En ce qui concerne le secteur de l'acier, notre « test de résistance » a révélé que les liquidités étaient suffisantes pour répondre aux besoins en fonds de roulement et aux remboursements bancaires, mais qu'il y avait également un risque de non-respect de certaines clauses des prêts bancaires. Selon les termes des contrats de prêt, les filiales du secteur de l'acier doivent respecter certaines conditions (y compris les engagements financiers), et cette conformité est testée sur une base annuelle pour la majorité des prêts. La Direction a examiné les mesures qui doivent être prises pour atténuer le risque lié à ces manquements potentiels. En conséquence, la Direction s'attend à ce que, en cas de violation de ces engagements, les sociétés demanderont des dérogations pour remédier à ces manquements.

La Direction est convaincue que les dérogations qui pourraient être demandées aux banques en rapport avec le segment Acier seront accordées. Ces engagements, qui pourraient être non respectés, concernent des accords de prêts avec des banques avec lesquelles les filiales de Vihenco coopèrent de manière excellente depuis de nombreuses années et qui ont, par le passé, accordé des dérogations en toutes circonstances (en ce qui concerne les banques grecques, les engagements ne s'appliquent qu'aux résultats de fin d'année). En outre, sur la base d'annonces officielles récentes,

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

des mesures ont été annoncées concernant leur soutien aux clients existants touchés par les effets du virus Covid-19.

Dans le cadre de la proposition aux actionnaires d'approuver la distribution d'un dividende à partir des résultats d'exploitation de l'exercice 2019, la Direction a utilisé les données financières les plus récentes afin d'actualiser l'évaluation d'avril et de s'assurer de sa capacité à distribuer le dividende respectif en raison de l'évolution de Covid-19 sans compromettre sa continuité d'exploitation. Les résultats actualisés de l'évaluation ont confirmé que les filiales de Vichalco peuvent atténuer la baisse de la rentabilité, surmonter les problèmes opérationnels qui pourraient surgir et garantir la disponibilité des matières premières pour un fonctionnement harmonieux au cours des prochains mois. En outre, les liquidités disponibles des filiales de Vichalco, leurs flux de trésorerie d'exploitation et les lignes de crédit inutilisées, fourniront les liquidités nécessaires pour les douze mois suivants.

La Direction conclut que le Covid-19 aura un impact sur la performance de certains segments de Vichalco en 2020, impact qui est absorbable et partiellement compensé par la performance des segments qui n'ont pas été significativement affectés, assurant la viabilité à long terme de la société.

4. Indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la Société, pour autant qu'elles ne soient pas de nature à porter gravement préjudice à la Société (art 3:6.3° du Code des Sociétés et des Associations)

Le Conseil d'Administration informe les actionnaires qu'il n'existe pas, à sa connaissance, d'autres circonstances particulières qui pourraient avoir une influence notable sur le développement de la Société.

5. Activités de recherche et développement (art. 3:6.4° du Code des Sociétés et des Associations)

Au cours de l'exercice social clôturé le 31 décembre 2019, la Société n'a elle-même exercé aucune activité de recherche et développement. Celle-ci est du ressort des filiales et fait l'objet de commentaires dans la section sur la performance commerciale et le rapport d'activité de chaque segment.

6. Succursales de la Société (art 3:6.5° du Code des Sociétés et des Associations)

La Société possède une succursale en Grèce appelée Vichalco Greek Branch qui détient les participations basées principalement en Grèce et gère les actifs d'exploitation de la Société.

7. Utilisation d'instruments financiers (art. 3:6.8° du Code des Sociétés et des Associations)

La Société n'a utilisé aucun instrument financier au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2019. Néanmoins, les filiales utilisent des instruments de couverture dont les détails sont présentés dans les états financiers du rapport annuel 2019.

8. Gouvernance d'entreprise (art 3:652 du Code des Sociétés et des Associations)

Pour la description des règles de bonne gouvernance qui ont été mises en place, le Conseil d'Administration demande à l'assemblée générale de bien vouloir se référer au rapport annuel établi conformément à l'article 3:32 du Code des Sociétés et des Associations et publié avec les comptes consolidés.

Par le présent rapport, nous soumettons à l'approbation des actionnaires de la Société les comptes annuels de la Société qui rendent compte de manière sincère et fiable des activités de la Société qui ont eu lieu au cours de l'exercice 2019.

Les informations sur la diversité et les informations non financières figurent dans les rubriques « Rapport de Gouvernance » et « Informations non financières » du Rapport annuel consolidé de la Société.

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

La déclaration de gouvernance d'entreprise de la Société fournit des informations détaillées sur la composition et le fonctionnement du Comité d'Audit ainsi que la confirmation de l'expertise d'au moins un de ses membres sur les questions comptables et financières.

Nous vous demandons d'accorder la décharge totale pour l'achèvement de notre mandat au cours de l'exercice financier écoulé, de même que la décharge au commissaire-réviseur pour l'accomplissement de son mandat pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2019.

Fait à Bruxelles, le 13 juillet 2020

Evangelos MOUSTAKAS

Stratos THOMADAKIS

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	3,0		
Temps partiel	1002	1,0		
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	3,4	1,0	2,4
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	4.986	1.718	3.268
Temps partiel	1012	684		684
Total	1013	5.670	1.718	3.952
Frais de personnel				
Temps plein	1021			
Temps partiel	1022			
Total	1023	1.239.622,99		
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	3,3	0,8	2,5
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	5.210	1.277	3.933
Frais de personnel	1023	1.117.968,30		
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105	3	1	3,4
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	3	1	3,4
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	1		1,0
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203	1		1,0
Femmes	121	2	1	3,0
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211			
de niveau supérieur non universitaire	1212			
de niveau universitaire	1213	2	1	3,0
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134	3	1	3,4
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉrimAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150		
Nombre d'heures effectivement prestées	151		
Frais pour l'entreprise	152		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210			
Contrat à durée déterminée	211			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212			
Contrat de remplacement	213			
SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305			
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310			
Contrat à durée déterminée	311			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312			
Contrat de remplacement	313			
Par motif de fin de contrat				
Pension	340			
Chômage avec complément d'entreprise	341			
Licenciement	342			
Autre motif	343			
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants	350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour l'entreprise	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	

Rapport de gestion sur les états financiers non consolidés de la Société pour l'année se terminant le 31 décembre 2019

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 3:6 du Code des Sociétés et des Associations, nous avons l'honneur de vous soumettre pour approbation les comptes annuels non consolidés de la Société, arrêtés au 31 décembre 2019, ainsi que nos constatations y relatives. Par le présent rapport, nous souhaitons également vous rendre compte de notre gestion au cours de cet exercice.

Ce rapport ainsi que les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2019 ont été mis à votre disposition.

1. Vue d'ensemble, résultat et risques de la Société (article 3:6.1^o du Code des Sociétés et des Associations)

1.1 Aperçu de l'année 2019

Bien que les défis furent nombreux en 2019 sur les marchés de la Société, la résilience des opérations et leurs modèles commerciaux diversifiés ont permis de répondre efficacement à ces défis.

Le segment des câbles a livré une performance particulièrement solide. Les segments aluminium et cuivre ont délivré en ligne avec l'année précédente. Les volumes de tubes d'acier ont été affectés par un fort protectionnisme, et le segment de l'acier a été confronté à plusieurs défis tels que le ralentissement de la production industrielle européenne, la baisse des prix de l'acier à l'échelle internationale et l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie.

Dans le secteur immobilier, Noval Property a été officiellement établie en tant que société d'investissement immobilier en octobre 2019 et est devenue ainsi la deuxième plus grande société d'investissement immobilier de Grèce, sur la base de la valeur immobilière. Noval Property dispose d'un portefeuille immobilier moderne et diversifié comprenant 41 propriétés, avec une forte négociabilité et une répartition géographique importante. En 2019, des progrès ont été réalisés sur un certain nombre de développements et plusieurs projets importants ont été achevés.

Dans la deuxième partie de 2019, certaines participations principales dans des sociétés non grecques ont été transférées de la succursale grecque au siège principal de la société.

1.2 Résultats pour l'année 2019

La Société clôture l'exercice avec un bénéfice de 58.135 k €, contre une perte de 7.941 k € en 2018.

Les principales rubriques du compte de résultat non consolidé de la Société peuvent être résumées comme suit:

- Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation, de 13.627 k € pour l'année 2019 contre 6.456 k € pour l'année 2018;
- Charges d'exploitation de 12.727 k € pour l'année 2019, contre 13.763 k € pour l'année 2018;

- Résultat financier net de 57.236 k € pour l'année 2019, contre une perte financière nette de 668 k € en 2018. Ce résultat positif provient essentiellement de dividendes encaissés en nette hausse, et de plus-values sur la cession d'immeubles de placements.

1.3 Perspectives

Alors que l'épidémie de Covid-19 continue à progresser et à évoluer, la prévision de l'étendue et de la durée de son impact commercial et économique reste difficile. Les entreprises de Viohalco ont réagi pro-activement en activant des mécanismes et des mesures de protection des ressources humaines et de ses partenaires en conformité avec les autorités sanitaires, tout en surveillant étroitement les développements et en évaluant les implications sur leurs activités.

La propagation du Covid-19 a affecté à la fois les résultats commerciaux et financiers de l'année 2020, mais l'ampleur de l'impact dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels les plus importants concernent les restrictions gouvernementales, la durée de ces restrictions et les contraintes logistiques lors d'une potentielle deuxième vague du virus, durant la deuxième partie de 2020.

Les performances du segment Aluminium ont montré certaines pressions en raison du ralentissement de l'industrie automobile. Une grande partie de la pression a été compensée par l'augmentation dans les industries de l'emballage, des produits pharmaceutiques et des boîtes de conserve. Toutefois, les opérations restent sans entrave et la stratégie à long terme inchangée.

En ce qui concerne le segment Cuivre, la production et les activités n'ont pas connu de perturbations et les perspectives restent positives pour le reste de l'année.

Dans le domaine des projets énergétiques, les segments Câbles et Tubes d'acier n'ont pas connu d'impact significatif. L'arrière existant et la nature des projets assignés garantissent une utilisation satisfaisante de la capacité. L'activité des produits liés au secteur de la construction a été confrontée à certains défis qui devraient se résorber après le troisième trimestre 2020.

La pandémie Covid-19 et la perturbation de la production industrielle qu'elle a entraînée ont déjà eu un impact sur le segment Acier. Cette situation fait suite à une période difficile pour l'industrie en 2019, lorsqu'elle a dû lutter contre les droits de douane et a connu les premiers signes d'un ralentissement de la demande. Actuellement, les sociétés du segment Acier s'efforcent de renforcer encore leur avantage concurrentiel en ajustant leurs coûts d'exploitation de base.

L'activité immobilière a été relancée en termes d'opérations dans le secteur de la vente au détail, escomptant des perspectives positives pour le reste de l'année, après l'arrêt de deux mois et la mise en place de rabais sur les loyers mensuels imposés par le gouvernement grec.

Cependant, les entreprises de Viohalco, dont le modèle commercial est diversifié et la structure organisationnelle solide, continuent de faire preuve de résilience dans cet environnement difficile, assurant ainsi leur croissance durable à long terme.

Alors que les conditions du marché au deuxième semestre 2020 devraient varier selon les segments, l'investissement stratégique dans des produits à plus forte valeur ajoutée dans l'ensemble des entreprises devrait permettre d'améliorer encore le portefeuille de produits. Les sociétés de Viohalco restent concentrées sur leur stratégie de croissance à long terme, en renforçant leur position sur le marché grâce à des programmes d'investissement permanents, à l'innovation technologique ainsi qu'à l'amélioration des coûts et de l'efficacité opérationnelle.

1.4 Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'entreprise est confrontée

Le processus de gestion des risques de l'entreprise comprend quatre étapes:

- a) les risques sont identifiés au moyen d'une revue périodique;

- b) il en résulte la rédaction de l'univers des risques, qui est ensuite soumis à une analyse et à une évaluation à la fois quantitative et qualitative, afin de définir le profil de risque actualisé de la Société;
- c) cette liste de risques prioritaires fait ensuite l'objet d'un examen approfondi afin d'assurer une cartographie correcte et à jour de la réponse aux risques applicables, à savoir les structures, politiques, procédures et mécanismes de suivi mis en place par les directions opérationnelles afin de gérer ces risques;
- d) le Comité d'Audit surveille l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la Société et se penche régulièrement sur certains aspects du contrôle interne et de la gestion des risques.

Pour plus d'informations sur les risques auxquels l'entreprise est confrontée, les actionnaires sont invités à se référer à la section sur la gestion des risques dans le rapport annuel relatif aux comptes consolidés.

2. Affectation du résultat (bénéfice de l'année en cours)

La réunion du Conseil d'administration du 13 juillet 2020 modifie la décision du Conseil d'administration du 15 avril concernant l'affectation des résultats de l'année. Le Conseil d'administration du 13 juillet 2020 propose de distribuer un dividende brut de 0,01 euro par action, et d'affecter le solde du bénéfice à affecter au report à nouveau.

Le bénéfice à affecter se présente donc comme suit :

- Perte reportée de l'année précédente:	21.850 k €
- Bénéfice de l'année en cours:	58.135 k €
- Bénéfice à affecter au 31 décembre 2019:	36.286 k €
- Bénéfice à distribuer - rémunération du capital	2.592 k €
- Bénéfice reporté au 31 décembre 2019	33.694 k €

3. Informations sur les événements clés survenus après la clôture de l'exercice social (art. 3:6.2 du Code des Sociétés et des Associations)

Au début de 2020, en raison de l'épidémie mondiale de coronavirus (Covid-19), des changements sont intervenus dans l'offre et la demande mondiales, y compris en Grèce et dans d'autres pays où les filiales de Viohalco opèrent. La propagation du Covid-19 est un événement postérieur à la clôture du 31 décembre 2019 ne donnant pas lieu à un ajustement.

Même si l'épidémie de Covid-19 en Grèce a été considérablement atténuée, elle continue de progresser et d'évoluer, ce qui rend difficile la prévision de l'ampleur et de la durée de son impact commercial et économique, ainsi que l'éventail des résultats potentiels pour l'économie mondiale. Les sociétés de Viohalco ont activé des mécanismes de protection de leurs ressources humaines et de leurs partenaires, conformément aux directives des autorités sanitaires, tout en surveillant en permanence l'évolution de la situation et en évaluant les conséquences sur leurs activités. Dans le même temps, les gouvernements des pays dans lesquels nous opérons ont mis en place des mesures d'aide gouvernementales qui ont atténué l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur nos résultats et nos liquidités. Les sociétés Viohalco ont demandé cette aide gouvernementale dans la mesure où elle était nécessaire, afin de protéger sa situation financière.

La propagation du Covid-19 a affecté à la fois les résultats commerciaux et financiers de l'année 2020, mais l'ampleur de l'impact dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels les plus importants concernent les restrictions gouvernementales, la durée de ces restrictions et les contraintes logistiques lors d'une potentielle deuxième vague du virus, durant la deuxième partie de 2020.

Les performances du segment Aluminium ont montré certaines pressions en raison du ralentissement de l'industrie automobile. Une grande partie de la pression a été compensée par l'augmentation dans les industries de l'emballage, des produits pharmaceutiques et des boîtes de conserve. Toutefois, les opérations restent sans entrave et la stratégie à long terme inchangée. En ce qui concerne le segment Cuivre, la production et les activités n'ont pas connu de perturbations et les perspectives restent positives pour le reste de l'année. Dans le domaine des projets énergétiques, les segments Câbles et Tubes d'acier n'ont pas connu d'impact significatif. L'arriéré existant et la nature des projets attribués garantissent une utilisation satisfaisante de la capacité. L'activité des produits liés au secteur de la construction a été confrontée à certains défis qui devraient se résorber après le troisième trimestre 2020.

La pandémie Covid-19 et la perturbation de la production industrielle qu'elle a entraînée ont déjà eu un impact sur le segment Acier. Cette situation fait suite à une période difficile pour l'industrie en 2019, lorsqu'elle a dû lutter contre les droits de douane et a connu les premiers signes d'un ralentissement de la demande. Actuellement, les sociétés du segment Acier s'efforcent de renforcer encore leur avantage concurrentiel en ajustant leurs coûts d'exploitation de base.

L'activité immobilière a été relancée en termes d'opérations dans le secteur de la vente au détail, en espérant des perspectives positives pour le reste de l'année, après l'arrêt de deux mois et la mise en place de rabais sur les loyers mensuels imposés par le gouvernement grec.

En avril 2020, dans le contexte de la publication des états financiers, la Direction a réalisé un « test de résistance » sur tous les segments, afin d'évaluer l'impact potentiel sur la liquidité et la rentabilité des sociétés de Viohalco. Cette évaluation a porté sur ce que la Direction estime être tous les risques potentiels que nos segments pourraient rencontrer. Les risques ont été abordés dans le cadre des piliers suivants :

- Protection de la main-d'œuvre et continuité de la production
- Continuité de la chaîne d'approvisionnement
- Liquidité
- Continuité des ventes et des commandes des clients
- Dépenses d'investissement

Viohalco a réalisé plusieurs "test de résistance" pour tous les segments. Le scénario rigoureux qui considérerait une forte baisse du volume des ventes pendant une période prolongée pouvant aller jusqu'à 3 mois et une baisse plus faible des ventes, par la suite, jusqu'à la fin de 2020. De plus, l'impact sur le DSO, les stocks, le fonds de roulement et les investissements ont été pris en compte. La maîtrise des coûts a également été prise en considération dans les activités de production, le cas échéant. L'objectif de ce scénario était de tester les besoins en liquidités et d'estimer les bénéfices dans des conditions très tendues. Les résultats du test que les sociétés ont effectué ont montré que les segments Cuivre, Aluminium, Câbles, Tubes d'acier et Immobilier peuvent résister au scénario, révélant un certain degré de tolérance en maintenant et en générant des liquidités adéquates même en cas de rentabilité réduite. En ce qui concerne le secteur de l'acier, notre « test de résistance » a révélé que les liquidités étaient suffisantes pour répondre aux besoins en fonds de roulement et aux remboursements bancaires, mais qu'il y avait également un risque de non-respect de certaines clauses des prêts bancaires. Selon les termes des contrats de prêt, les filiales du secteur de l'acier doivent respecter certaines conditions (y compris les engagements financiers), et cette conformité est testée sur une base annuelle pour la majorité des prêts. La Direction a examiné les mesures qui doivent être prises pour atténuer le risque lié à ces manquements potentiels. En conséquence, la Direction s'attend à ce que, en cas de violation de ces engagements, les sociétés demanderont des dérogations pour remédier à ces manquements.

La Direction est convaincue que les dérogations qui pourraient être demandées aux banques en rapport avec le segment Acier seront accordées. Ces engagements, qui pourraient être non respectés, concernent des accords de prêts avec des banques avec lesquelles les filiales de Viohalco coopèrent de manière excellente depuis de nombreuses années et qui ont, par le passé, accordé des dérogations en toutes circonstances (en ce qui concerne les banques grecques, les engagements ne s'appliquaient qu'aux résultats de fin d'année). En outre, sur la base d'annonces officielles récentes,



des mesures ont été annoncées concernant leur soutien aux clients existants touchés par les effets du virus Covid-19.

Dans le cadre de la proposition aux actionnaires d'approuver la distribution d'un dividende à partir des résultats d'exploitation de l'exercice 2019, la Direction a utilisé les données financières les plus récentes afin d'actualiser l'évaluation d'avril et de s'assurer de sa capacité à distribuer le dividende respectif en raison de l'évolution de Covid-19 sans compromettre sa continuité d'exploitation. Les résultats actualisés de l'évaluation ont confirmé que les filiales de Viohalco peuvent atténuer la baisse de la rentabilité, surmonter les problèmes opérationnels qui pourraient surgir et garantir la disponibilité des matières premières pour un fonctionnement harmonieux au cours des prochains mois. En outre, les liquidités disponibles des filiales de Viohalco, leurs flux de trésorerie d'exploitation et les lignes de crédit inutilisées, fourniront les liquidités nécessaires pour les douze mois suivants.

La Direction conclut que le Covid-19 aura un impact sur la performance de certains segments de Viohalco en 2020, impact qui est absorbable et partiellement compensé par la performance des segments qui n'ont pas été significativement affectés, assurant la viabilité à long terme de la société.

4. Indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la Société, pour autant qu'elles ne soient pas de nature à porter gravement préjudice à la Société (art 3:6.3° du Code des Sociétés et des Associations)

Le Conseil d'Administration informe les actionnaires qu'il n'existe pas, à sa connaissance, d'autres circonstances particulières qui pourraient avoir une influence notable sur le développement de la Société.

5. Activités de recherche et développement (art. 3:6.4° du Code des Sociétés et des Associations)

Au cours de l'exercice social clôturé le 31 décembre 2019, la Société n'a elle-même exercé aucune activité de recherche et développement. Celle-ci est du ressort des filiales et fait l'objet de commentaires dans la section sur la performance commerciale et le rapport d'activité de chaque segment.

6. Succursales de la Société (art 3:6.5° du Code des Sociétés et des Associations)

La Société possède une succursale en Grèce appelée Viohalco Greek Branch qui détient les participations basées principalement en Grèce et gère les actifs d'exploitation de la Société.

7. Utilisation d'instruments financiers (art. 3:6.8° du Code des Sociétés et des Associations)

La Société n'a utilisé aucun instrument financier au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2019. Néanmoins, les filiales utilisent des instruments de couverture dont les détails sont présentés dans les états financiers du rapport annuel 2019.

8. Gouvernance d'entreprise (art 3:652 du Code des Sociétés et des Associations)

Pour la description des règles de bonne gouvernance qui ont été mises en place, le Conseil d'Administration demande à l'assemblée générale de bien vouloir se référer au rapport annuel établi conformément à l'article 3:32 du Code des Sociétés et des Associations et publié avec les comptes consolidés.

Par le présent rapport, nous soumettons à l'approbation des actionnaires de la Société les comptes annuels de la Société qui rendent compte de manière sincère et fiable des activités de la Société qui ont eu lieu au cours de l'exercice 2019.

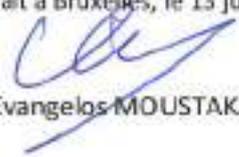
Les informations sur la diversité et les informations non financières figurent dans les rubriques « Rapport de Gouvernance » et « Informations non financières » du Rapport annuel consolidé de la Société.



La déclaration de gouvernance d'entreprise de la Société fournit des informations détaillées sur la composition et le fonctionnement du Comité d'Audit ainsi que la confirmation de l'expertise d'au moins un de ses membres sur les questions comptables et financières.

Nous vous demandons d'accorder la décharge totale pour l'achèvement de notre mandat au cours de l'exercice financier écoulé, de même que la décharge au commissaire-réviseur pour l'accomplissement de son mandat pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2019.

Fait à Bruxelles, le 13 juillet 2020


Evangelos MOUSTAKAS


Stratos THOMADAKIS